

tre pourrait faire preuve d'autant de leadership que l'Office de développement de l'Atlantique quand il a accordé des subventions importantes pour le développement de l'énergie non seulement pour la Baie D'Espoir qui a été créée grâce à une subvention de 25 millions de dollars, mais également pour l'énergie qui a été produite avec l'aide du gouvernement fédéral sur le cours supérieur de la rivière Saint-Jean. Voilà le genre d'aide que nous voulons: Voilà le leadership qu'il nous faut.

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, les députés néo-démocrates à la Chambre appuient la motion parce qu'elle vise à attirer l'attention sur les coûts extraordinairement élevés de l'électricité dans les provinces de l'Atlantique et sur les difficultés qui en résultent, et parce qu'elle blâme le gouvernement de n'avoir encore présenté aucune politique constructive pour remédier à cette situation, et également parce que nous estimons qu'il s'agit là d'une bonne occasion d'examiner certaines des mesures qui pourraient être prises pour améliorer le sort des habitants des provinces de l'Atlantique. Il ne fait absolument aucun doute que les provinces de l'Atlantique éprouvent des difficultés à cause du tarif élevé de l'électricité. Je ne cesse de recevoir des lettres de citoyens de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse...

M. Guay (Saint-Boniface): Et du Manitoba.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): ... qui m'envoient leur compte d'électricité, et je ne peux comprendre comment ils peuvent arriver à le payer. Le député de Saint-Boniface (M. Guay) ajoute «et du Manitoba». Je signale que son propre ministre des Finances (M. Macdonald) a dit à la Chambre avant-hier que le Manitoba avait le plus bas tarif d'électricité au Canada. Le député devrait s'en souvenir.

M. Guay (Saint-Boniface): Tout de même, il vient de doubler.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Si le député veut prendre la parole, je le laisserai faire, mais pas pendant le temps qui m'est alloué.

M. Guay (Saint-Boniface): Je peux aussi faire cela.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le député devrait le faire. Il a une bonne voix. J'aimerais entendre ce qu'il a à dire.

M. Guay (Saint-Boniface): J'ai beaucoup à dire.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Non seulement le coût élevé de l'électricité a causé des ennuis sérieux aux habitants des provinces de l'Atlantique, mais, comme l'ont fait remarquer cet après-midi les députés de Cape Breton-East Richmond (M. Hogan) et de Halifax (M. Stanfield), il peut avoir des effets catastrophiques sur l'économie de ces provinces. Afin de faire face à la concurrence, une industrie doit de nos jours pouvoir obtenir de l'énergie à un coût relativement bas, et je dois dire que j'ai été déçu de voir le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) traiter cette affaire de façon aussi cavalière et improvisée. Il a discuté du problème. Il a trouvé à redire à toutes les remarques faites par les autres. Il a reproché à presque tous ceux qui lui venaient à l'esprit d'être la cause de la situation des provinces de l'Atlantique, mais pas une fois il n'a abordé les mesures concrètes que le gouvernement envisageait pour rétablir cette situation.

● (2030)

Si j'ai un reproche à faire à la motion du député de Don Valley (M. Gillies), c'est d'abord qu'on n'y explique pas pourquoi les provinces atlantiques se trouvent en si mauvaise posture et, ensuite, qu'on n'y propose rien de concret

Énergie

pour remédier à la situation. Permettez-moi de traiter brièvement de ces deux points.

Pourquoi dans les provinces de l'Atlantique l'énergie coûte-t-elle plus cher que n'importe où ailleurs au Canada? De fait, leur énergie industrielle coûte deux fois plus et, par comparaison avec certaines provinces, deux fois et demie plus qu'ailleurs. On rêve depuis des années au Cap-Breton d'avoir, par exemple, une industrie sidérurgique, mais pour qu'elle soit rentable il faudrait que le coût de l'énergie soit réduit considérablement.

Si nous nous trouvons dans cette situation, monsieur l'Orateur, c'est parce que le Canada n'a pas eu de politique cohérente en matière d'énergie. Il est intéressant de noter que le journal d'aujourd'hui rapportait les propos tenus hier par le chef libéral de l'Ontario à l'assemblée législative provinciale.

M. Woolliams: Il faut bien qu'il dise quelque chose.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le gouvernement fédéral n'a jamais présenté de politique énergétique globale intégrée. Le gouvernement du très honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker) a présenté une politique du pétrole en 1961, à la suite des recommandations du rapport de la commission Borden. Cela a été un échec lamentable. Cette politique partait du principe que nos réserves de pétrole et de gaz étaient intarissables et que nous pouvions nous permettre de vendre 60 p. 100 de notre production aux États-Unis sans tenir compte du tout du fait que nous avions moins de ressources que les États-Unis et que nos ressources diminuaient très rapidement. Le gouvernement suivant, c'est-à-dire celui de M. Pearson, a maintenu cette politique et le gouvernement de l'actuel premier ministre (M. Trudeau) s'est constamment dérobé à la réalité en ce qui concerne l'état de nos ressources énergétiques.

Dans son rapport de 1969, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a prétendu qu'en 1990 nous serions non seulement capables de satisfaire nos propres besoins en pétrole mais aussi d'en exporter 4 millions de barils par jour. En 1973, il avait modifié quelque peu sa déclaration et disait que nous serions indépendants en 1985. La semaine dernière, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a présenté un prétendu programme dit d'autonomie selon lequel un tiers de nos besoins en 1985 seraient satisfaits par des importations de pétrole. Cette déclaration n'est même pas exacte, monsieur l'Orateur. En regardant les chiffres du rapport, on constate qu'on importera beaucoup plus d'un tiers. Je maintiens qu'en 1985 nous importerons plus de la moitié du pétrole dont nous aurons besoin et que nous le paierons environ 15 dollars le baril. C'est-à-dire que les Canadiens devront déboursier au moins 4 milliards et demi pour importer du pétrole.

Il n'y a eu aucune planification à long terme dans le domaine de l'énergie. Il y a 20 ans, j'ai participé à une conférence fédérale-provinciale au cours de laquelle nous avons insisté auprès du gouvernement fédéral pour qu'il aide les provinces et qu'il fasse preuve de leadership en créant un réseau électrique national. A cause des divers fuseaux horaires du Canada, il aurait été possible, grâce à un réseau électrique national, de réduire les installations nécessaires pour répondre aux besoins des périodes de pointe. Les frais d'exploitation et d'immobilisations auraient été ainsi réduits d'environ 25 p. 100, ce qui aurait diminué par conséquent le coût de l'énergie électrique. Certaines provinces ont, de leur propre initiative, conclu des ententes d'interconnexion, mais le gouvernement fédéral n'a jamais proposé de plan aux provinces quant à